AUDIAR RENNES

Centre de documentation

Bibliographie du panorama des revues

Période du 23/02 au 8/03/2015

Cette bibliographie présente des articles de revues spécialisées sélectionnés par les documentalistes. Elle est étoffée de nombreux liens Internet. Pour pouvoir les utiliser, demandez à recevoir par mail la version électronique ou téléchargez-la sur http://www.audiar.org/centre-de-documentation ou https://twitter.com/doc_audiar !
Retrouvez les archives de cette publication sur notre portail documentaire !
Le Centre de documentation est ouvert les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 à 18 h.
Contact : documentation@audiar.org - 02 99 01 86 64.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Aménagement commercial : la loi Pinel entre en vigueur. Localtis.fr, 25 février 2015

« Le décret d'application de la loi Pinel en matière d'urbanisme commercial a été publié. Les commissions départementales d'aménagement commercial vont pouvoir être installées selon les nouveaux critères. Toutes les collectivités y seront désormais représentées, ainsi que l'intercommunalité. Satisfaite sur ce point, l'ADCF estime qu'il reste à "faire émerger" de vraies politiques locales du commerce. La future loi Notr pourrait elle aussi y contribuer. C'est moins sûr pour la loi Macron. » (résumé revue)

Ouverture le dimanche des magasins de bricolage : le Conseil d'Etat rejette définitivement les recours. Localtis.fr, 265 février 2015

« Dans une décision du 24 février 2015, le Conseil d'Etat "a statué définitivement" sur l'ouverture dominicale des magasins de bricolage, en rejetant les recours dirigés contre les décrets du 30 décembre 2013 et du 7 mars 2014. Ces derniers, autorisant des établissements de vente au détail d'articles de bricolage à déroger à la règle du repos dominical, avaient fait l'objet de nombreux contentieux avec des organisations syndicales. » (résumé revue)

Contrats de plan Etat-région : huit protocoles d'accord signés. Localtis.fr, 23 février 2015

« Nouveauté de la programmation 2015-2020 des contrats de plan Etat-région, des protocoles d'accord doivent être signés avant consultation publique. Le gouvernement espère ensuite une signature définitive des contrats pour le mois de mai 2015. A l'heure actuelle, moins d'une dizaine de protocoles d'accord ont été signés. L'Association des régions de France a de sérieux doutes sur les délais prévus par le gouvernement, au vu des négociations encore en cours dans certaines régions. » (résumé revue)

Beau fixe sur le baromètre de la recherche rennaise. Rennes-novosphere.com, 4 mars 2015

« Avec le récent observatoire réalisé par l'Audiar, Rennes brosse le portrait détaillé de son écosystème de recherche universitaire. Cet outil, unique en son genre, permet notamment de situer la métropole dans son environnement régional et national : la 11e ville française en termes de population n'a pas à rougir de ses performances. » (résumé revue)

[Enseignement supérieur] L'ascension éclair de l'ESC Rennes. Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 14

« La plus « jeune » des écoles de commerce françaises ne cesse de monter en puissance. Depuis fin 2014, l'ESC Rennes est la 11e école française triplement accréditée. Ses dirigeants ont de l'ambition à revendre. » (résumé revue)

[Enseignement supérieur] Rennes 1/Rennes 2. Fusion : impossible ? Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 38-40

« En janvier, une vague de démissions à la tête de l'université Rennes 2 a stoppé le projet de fusion avec Rennes 1. En cause : des tensions internes mais aussi la différence de culture entre les deux établissements. Le mariage est-il encore possible ? » (résumé revue)

Tanguy Marchand, Adrien Duquesnel
[Agriculture] Court-circuit dans le circuit-court. Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 42-45

« Devant le succès du « manger local », nombre de paysans se sont installés en circuit-court ces dernières années. Jusqu'à ce que l'offre devienne parfois supérieure à la demande autour de Rennes et dans le pays de Vannes. Saturé, le marché doit se réorganiser. » (résumé revue)

[Territoires] Parier sur l'agglomération ? Alternatives économiques, n° 344, mars 2015, pp. 39

« Une note du Conseil d'analyse économique propose huit pistes pour dynamiser le tissu productif. » «Vaut-il mieux renforcer la dynamique des zones qui bénéficient déjà d'une forte attractivité, comme les métropoles, quitte à solvabiliser grâce aux transferts sociaux les territoires où celle-ci est plus faible, ou au contraire tenter de désenclaver les bassins d'emploi moins développés à coups de lignes TGV, de centres universitaires, voire de pôles d'excellence économiques ?Le débat divise les spécialistes de l'aménagement du territoire. Les économistes Philippe Askenazy et Philippe Martin penchent pour la première option. » (extrait revue)
Pour aller plus loin : Askenazy Philippe, Martin Philippe. Promouvoir l'égalité des chances à travers le territoire. Note du CAE n° 20, février 2015

[Entretien] « S'il y a une fracture, elle est plus sociale que géographique » Pierre Velz. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 13

« Selon l'économiste et sociologue Pierre Veltz, les métropoles sont une chance pour la France. Il s'oppose à la thèse de Christophe Guilluy sur la fracture entre les grands pôles urbains et « la France périphérique ». » (résumé revue)
** Economiste et président de l'établissement public Paris-Saclay*

Solenne Durox
[Aménagement du territorie] Un bouclier rural en Ille-et-Vilaine. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 13

« Pour revitaliser ses campagnes, le département s'engage à maintenir une large gamme de services». » (résumé revue)

Now boarding. EK, n° 43, février-mars 2015, pp. 7

Un atelier citoyen a été mis en place pour l'optimisation de l'aéroport de Nantes-Atlantique.
www.ateliercitoyen.org

[Note de lecture] Nantes et la Bretagne, une question sous influence. Place publique-Rennes et Saint-Malo, n° 34, mars -avril 2015, pp. 122-123

Présentation de l'ouvrage de Dominique Le Page, Nantes en Bretagne ? Nantes et la Bretagne du Moyen-Âge à nos jours, Skol Vreizh, 2014

[Note de lecture]. La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 48

- Christophe Guilluy, La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires, Flammarion, 2014
- Guy Baudelle, Ingrid Brugioni, Arnaud Lepetit, L'Ouest et le rail, PUR, 2014

ARCHITECTURE – AMÉNAGEMENT URBAIN – HABITAT – ÉQUIPEMENT – FONCIER

Nouveaux projets Anru : le mode d'emploi en 5 pages et 2 schémas. Localtis.fr, 5 mars 2015

*« L'Agence nationale pour la rénovation urbaine a mis en ligne sur son site internet une plaquette expliquant de manière synthétique comment élaborer les protocoles de préfiguration des futurs projets de renouvellement urbain. Une approche salvatrice pour ceux qui ont pu être découragés par la lecture du volumineux "règlement général de l'Anru relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vue de la signature par l'Anru des contrats de ville et des protocoles de préfiguration des projets" publié au JO du 23 septembre 2014 (voir aussi notre article du 02/10/2014 – également très détaillé - "**Les nouveaux projets Anru, mode d'emploi**"). » (résumé revue)*

Aide aux "maires bâtisseurs" : 1.600 communes potentiellement concernées. Localtis.fr, 5 mars 2015

« Manuel Valls a présenté, mercredi 4 mars, les modalités de la nouvelle aide financière, d'une enveloppe globale de 100 millions d'euros, qui sera versée d'ici la fin de l'année aux communes "modestes", situées en zone tendue et construisant un nombre important de logements. » (résumé revue)

Un décret précise la mise en œuvre de la procédure intégrée pour le logement. Localtis.fr, 3 mars 2015

« Un décret du 25 février 2015 précise les modalités de mise en œuvre de la procédure intégrée pour le logement (PIL). Celle-ci a été créée - dans le cadre général des mesures prises pour faciliter la construction de logements - par l'ordonnance 2013-888 du 3 octobre 2013 (voir notre article ci-contre du 2 octobre 2013). La PIL a pour objet de simplifier et de raccourcir les délais nécessaires au déploiement des projets d'aménagement ou de construction d'intérêt général. Pour être éligible à cette procédure, ces projets doivent porter principalement sur la construction de logements et intégrer une dimension forte sur la mixité sociale et les équipements collectifs. » (résumé revue)

Chiffres de la construction : une nouvelle méthode pour corriger une sous-estimation chronique. Localtis.fr, 2 mars 2015

« A compter des chiffres de janvier 2015, diffusés ce 27 février, le ministère du Logement applique une nouvelle méthodologie officielle "plus fiable" de recensement de la construction, concernant principalement les mises en chantier. » (résumé revue)

Bilan triennal 2011-2013 de la loi SRU : un tiers des communes n'auraient pas rempli leurs objectifs. Localtis.fr, 23 février 2015

« Sur les 1.022 communes assujetties à l'article 55 de la loi SRU, 62% ont atteint ou dépassé leurs objectifs et 38% n'y sont pas parvenues. Pour l'heure, 215 communes font l'objet d'un arrêté de carence. Tels sont les chiffres encore provisoires de l'application de la loi SRU pour la période 2011-2013. » (résumé revue)

Habitat indigne : un décret organise la procédure de conservation des allocations logement. Localtis.fr, 24 février 2015

« Afin de lutter contre l'habitat indigne, l'article 85 de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi Alur, voir notre article ci-contre du 27 mars 2014) prévoit que "lorsque le logement ne satisfait pas aux caractéristiques imposées [...] et que l'organisme payeur ou un organisme dûment habilité par ce dernier a constaté que le logement ne constitue donc pas un logement décent, au sens des deux premiers alinéas de l'article 6 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 précitée, l'allocation de logement n'est pas versée au locataire ou au propriétaire, mais est conservée par l'organisme payeur pendant un délai maximal de dix-huit mois". » (résumé revue)

Un rapport dessine la nouvelle architecture des CAUE. Localtis.fr, 25 février 2015

« Structures "originales", les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) abordent une phase nécessaire de mutation de leur modèle d'intervention dans une situation de fragilité financière. Parmi les scénarios privilégiés, un rapport de l'administration préconise de repenser l'échelle

territoriale des activités et de promouvoir la mission de conseil dans les domaines de la transition énergétique et écologique. » (résumé revue)

Dossier [Nouveaux commerces] Authenticité et valeurs partagées. EK, n° 43, février-mars 2015, pp. 56-93

« Les exemples de ce dossier témoignent de la créativité qui accompagne la nouvelle économie sociale et solidaire. » (extrait revue) - Sommaire en ligne

A lire notamment :

***[Tiers-lieu Bordeaux]Darwin Ecosystème : réhabilitation patrimoniale en mode flexible**, pp. 63-73*

http://www.darwin-ecosysteme.fr/

« Sur la rive droite de la Garonne, la réhabilitation d'anciens bâtiment de la caserne Niel, par les architectes Virginie Gravière et Olivier Martin, symbolise le modèle de transition écologique et économique prôné par les fondateurs du groupe Evolution, à l'origine de Darwin Ecosystème. » (résumé revue)

Acigné. La Mairie exproprie à peu de frais. Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 18

« Le bras de fer qui oppose, depuis 2011, une dizaine de propriétaires expropriés à la municipalité d'Acigné tourne au feuilleton judiciaire. Après deux ans et demi de procédure, qui penche en faveur des familles, les élus ont engagé un pourvoi en cassation. » (résumé revue)

Sonia Guelton, professeur à l'école d'urbanisme de Paris

[Fiscalité] Mobilisation foncière. Taxer les terrains constructibles non-bâtis. La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 16-18

« Les outils fiscaux peuvent avoir un effet déterminant pour mobiliser le foncier… s'ils sont utilisés intelligemment car il peut aussi exister de nombreux effet pervers. » (résumé revue)

Cédric Cailly, CGDD, Ministère du développement durable

Méthodes] Marchés fonciers. L'enquête sur le prix des terrains à bâtir. La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 19-23

« Une enquête nationale annuelle permet de suivre le marché des terrains à bâtir pour maisons individuelles… mais pas seulement. Quelles en sont les méthodes ? Quelles informations peut-on en attendre ? » (résumé revue)

Jean Cavaihès, Inra

[Points de vue] Les aides au logement. Une bonne aubaine pour le bailleur. La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 28-29

« Entre 50 et 80 % des aides versées par l'Etat ne bénéficient pas au locataire mais sont empochés par le bailleur, en permettant une augmentation de loyer. » (résumé revue)

Arnaud Bouteill, Fideriim

[Points de vue] Les aides au logement. Sont-elles inflationnistes ? La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 30-31

« De la difficulté de tirer des conclusions tranchées des observations purement statistiques. » (résumé revue)

Dossier. Logement, hébergement : la situation s'enkyste. Actualités Habitat, n° 1007, 28 février 2015, pp. 18-24

« En dépit des volontés politiques affichées, des avancées importantes (loi Dalo, loi SRU renforcée, plans successifs, appels à projet logement accompagnés), des bonnes volontés et des initiatives prises sur le terrain, notamment par les bailleurs sociaux en partenariat avec les associations, la crise du logement et le mal-logement sont toujours aussi criants comme le montrent, cette année encore, les différents rapports publiés : évaluation du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, rapport du comité de suivi du Dalo, rapport de la Fondation Abbé Pierre… Aperçu des critiques et des propositions avancées pour sortir de cette crise. » (résumé revue)

Lire dans ce dossier :

- Etude Insee. Près de six millions de personnes en vulnérabilité énergétique.

- Politique de l'habitat. Le plan triennal pour réduire les nuitées dévoilé. Fondation Abbé Pierre : année blanche avant année noire ?
- Fondation Abbé Pierre. Année blanche avant l'année noire ?
- Appels à projets 10 000 logements accompagnés : premier bilan.

[L'entretien] Ségolène Royal, ministre de l'écologie. « Le bâtiment, c'est l'essentiel de la loi de transition énergétique. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5806, 6 mars 2015, pp. 20-21

« La ministre de l'Ecologie pousse la croissance verte dans le BTP pour, dès maintenant, donner du pouvoir d'achat aux ménages en réduisant leur facture d'énergie, créer des emplois dans la filière et protéger la planète. » (résumé revue)

Qualité et transition énergétique. Le Pacte lancé. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5805, 27 février 2015, pp. 10

« Le programme d'action pour la qualité de la construction et la transition énergétique (Pacte) a été officiellement lancé le 17 février 2015 par la présidente de son comité de pilotage, Sabine Basili, vice-présidente de la Capeb, et la ministre du Logement, Sylvia Pinel. » (résumé revue)

[Logement] Nexity bouscule les idées reçues. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5805, 27 février 2015, pp. 12

« C'est une erreur de croire que Nexity est un producteur de logements. Son P-DG, Alain Dinin, ambitionne de devenir l'un des « accompagnateurs d'une société qui bouge ». Le promoteur immobilier, qui affirme détenir 12 % du marché français, compte y parvenir en investissant 20 millions d'euros dans des projets innovants dès 2015, soit plus de 10 % de son résultat opérationnel courant de 2014 (184 millions). » (résumé revue)

[Ingénierie] « Le Bepos va accélérer l'obsolescence des bâtiments ». Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5805, 27 février 2015, pp. 17

« Gérant et fondateur du bureau d'ingénierie environnementale AI Environnement, Paul-Etienne Davier regrette le récent recul sur la réglementation thermique dans l'existant. Il détaille, ici, les principales conséquences de cette décision sur la qualité des bâtiments et leur coût d'exploitation. » (résumé revue)

[Projets immobiliers] Vers la fin des enquêtes publiques environnementales ? Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5805, 27 février 2015, pp. 42-43

« Le permis de construire vit, lui aussi, son choc de simplification. Cela s'est déjà traduit par deux modifications législatives importantes, qui réduisent considérablement le champ de l'enquête publique à laquelle sont soumis certains permis. » (résumé revue)

[Logement] La matrice rennaise. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 11

« Le système d'attribution des logements sociaux doit être revu sur le modèle du dispositif mis en place à Rennes, a indiqué la ministre du Logement, Sylvia Pinel, dans le quotidien « Ouest France », le 23 février. En jeu : une centralisation des demandes à l'échelle intercommunale, une stratégie commune des attributions partagée par tous les réservataires et un système de cotation pour déterminer les demandes prioritaires. » (extrait revue)
*Lire aussi : **Attribution des logements sociaux : Sylvia Pinel veut changer les règles**. Localtis.fr, 25/02/2015*

[Juridique] Opérations d'aménagement. Acquérir un bien dont le propriétaire est inconnu. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 50-51

« Régulièrement, la réalisation d'opérations d'aménagement est compliquée par la nécessité d'acquérir un bien immobilier dont le propriétaire est inconnu, introuvable, voire décédé. Comment acheter ces biens indispensables, sans interlocuteur ?». » (résumé revue)

[Juridique] Urbanisme. La procédure intégrée pour le logement sur les rails. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 42

« Pris pour l'application de l'ordonnance n° 2013-888 du 3 octobre 2013(art. L.300-6-1 du code de l'urbanisme), un décret précise les modalités de mise en œuvre des procédures intégrées pour le

logement (PIL) engagées postérieurement à sa publication». » (résumé revue) - Décret n° 2015-218 du 25 février 2015

[Juridique] Aménagement commercial. Le permis de construire vaut autorisation d'exploitation commerciale. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5805, 27 février 2015, pp. 20

Décret n° 2015-165 du 12 février 2015.

[Note de lecture] Les marchés du logement et leur financement. La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 50-51

Présentation du dernier numéro de la Revue d'économie financière, n° 115,3-2014

« L'objectif de ce numéro est de fournir une synthèse aussi complète que possible des connaissances sur les marchés du logement et leur financement, principalement en France mais avec de nombreuses références aux autres pays. Il a été fait appel à des banquiers et praticiens spécialistes du logement et de son financement, à des économistes et universitaires spécialisés dans l'immobilier et à des économistes à la Banque de France. Leurs contributions sont regroupées dans quatre parties. La première traite des aspects macroéconomiques du logement, la deuxième fournit un panorama assez complet de l'évolution des statuts d'occupation, la troisième est centrée sur les différents marchés de l'accession et de la location et sur les politiques les concernant, et c'est au financement des marchés et à la surveillance que sont consacrés les derniers articles. » (résumé revue)

[Note de lecture] L'urbanisme de la vie privée. La Revue foncière, n° 3, janvier-février 2015, pp. 50-51

Présentation du livre d'Olivier Piron, L'urbanisme de la vie privé, Editions de l'Aube, 2014

ADMINISTRATION PUBLIQUE – COLLECTIVITES TERRITORIALES – FINANCES LOCALES

[Projet de loi Notr] Le nouveau visage du projet de loi Notr après son examen par les députés. Localtis.fr, 12 mars 2015

« La répartition des compétences des collectivités dessinée par le projet de loi Nouvelle Organisation territoriale de la République (Notr) devait à l'origine principalement reposer sur les régions et les intercommunalités. Si ces deux niveaux sont effectivement renforcés au terme de la première lecture à l'Assemblée nationale qui s'est déroulée du 17 février au 10 mars, les départements sauvent leur place dans le paysage territorial - une évolution de nature à redonner un peu de sens au scrutin des 22 et 29 mars. Synthèse de ce qu'il faut retenir des modifications votées en séance par les députés, avant que le Sénat ne s'empare de nouveau du texte en commission. » (résumé revue)

[Projet de loi Notr] Seuil de 20.000 habitants pour les intercommunalités : nombre de territoires devraient y échapper. Localtis.fr, 4 mars 2015

« Le minimum de population de 20.000 habitants prévu initialement par le gouvernement ne concernera que les territoires les plus denses. Les autres devront respecter un seuil fixé à un niveau inférieur. Reprenant le 2 mars l'examen en séance du projet de loi Notr, les députés ont en effet multiplié les dérogations. » (résumé revue)

[Projet de loi Notr] Economie, emploi, pouvoir réglementaire, Corse... L'Assemblée introduit plusieurs nouveautés. Localtis.fr, 25 février 2015

« Le début de l'examen du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Notr) en séance à l'Assemblée nationale, entre le 17 et le 20 février, a été principalement marqué par le revirement du gouvernement concernant la gestion des routes départementales. Alors qu'au début du mois il confirmait vouloir les transférer aux régions, il a finalement accepté qu'elles restent sous la responsabilité des départements (voir notre article du 24 février 2015). Le retour du Haut Conseil des territoires est aussi une petite surprise, alors que le 10 février dernier s'est tenue la première réunion d'une instance informelle de concertation entre le gouvernement et les associations de représentants des collectivités territoriales (voir notre article du 23 février 2015). Au-delà de ces deux points, les députés ont également fait bouger les lignes sur plusieurs sujets. Passage en revue de ces nouveautés, parfois non négligeables. » (résumé revue)

[Projet de loi Notr] Le gouvernement fait voter le transfert obligatoire des compétences eau et déchets aux EPCI. Localtis.fr, 6 mars 2015

« Poursuivant le 4 mars jusque tard dans la soirée ses débats sur le projet de loi Nouvelle Organisation territoriale de la république (Notr), l'Assemblée a été saisie d'amendements du gouvernement visant à transférer obligatoirement la compétence "eau et assainissement" et la compétence "déchets" aux intercommunalités, y compris toutes les communautés de communes. » (résumé revue)

[Réforme territoriale] Comment les régions préparent les fusions. Localtis.fr, 27 février 2015

« Le 1er janvier 2016, les 22 régions de métropole vont laisser leur place à 13 grandes régions. Ce qui implique un vaste mouvement de fusions concernant pas moins de 16 d'entre elles aujourd'hui. Comment ces collectivités s'organisent-elles en vue du big bang ? Quels chantiers les attendent cette année et au-delà ? Parviendront-elles à relever le défi ? Et, finalement, des économies seront-elles à la clé ? Des experts répondent. » (résumé revue)

[Intercommunalité] Le nombre des communautés se stabilise avant une probable réduction de grande ampleur. Localtis.fr, 5 mars 2015

« Au 1er janvier 2015, la France comptait 2.133 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, selon le bilan statistique 2015 de l'intercommunalité publié par la direction générale des collectivités locales. » (résumé revue)

Investissement local : AMF, ADF, ARF et FNTP reviennent à la charge. Localtis.fr, 24 février 2015

« L'Association des maires de France (AMF), l'Assemblée des départements de France (ADF) et l'Association des régions de France (ARF) se sont associées à la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) pour alerter une nouvelle fois, le gouvernement, "collectivement et solennellement, sur l'urgence de soutenir l'investissement public local pour faire repartir la croissance et l'emploi". » (résumé revue)

[Investissement local] Relance des infrastructures : les entreprises de travaux publics font de nouvelles propositions. Localtis.fr, 6 mars2015

« Confrontées à un sévère recul de leur activité, les entreprises de travaux publics ont présenté ce 5 mars une série de propositions pour relancer les investissements de l'Etat et des collectivités dans les infrastructures. » (résumé revue)

Le gouvernement et l'AMF vont travailler à un état des lieux des finances du secteur communal. Localtis.fr, 6 mars 2015

« D'ici fin mai, un groupe de travail constitué par le gouvernement et l'Association des maires de France se penchera sur "l'évolution des finances du bloc local et son impact sur l'investissement public", a-t-on appris à l'issue de l'entrevue, ce 5 mars à Matignon, centrée sur la baisse des dotations aux collectivités. Rien de très concret pour le moment, donc. » (résumé revue)

[Fonds européens] Stratégie 2020 : une gestion complexe pour les régions. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 38-39

« Promus au rang d'autorités de gestion, les conseils régionaux vont devoir répartir les fonds européens en fonction de priorités thématiques fixées à Bruxelles. Opportunité ou casse-tête ? » (extrait revue)
*Lire aussi : **L'Etat précise les modalités de gestion des fonds européens**. Localtis.fr, 4 mars 2015*

[Europe] Programme de la Commission : les collectivités ne s'y retrouvent pas. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 11

« Le projet de TGV Lyon-Turin figure en bonne place dans le programme de travail 2015 de la Commission européenne, présidée par Jean-Claude Juncker (photo). Ce document contient d'autres initiatives dans lesquelles peuvent se retrouver les acteurs locaux, concernant par exemple le « marché unique numérique » ou « l'union de l'énergie », présentée le 25 février. Ces propositions insistent sur l'utilisation, d'ici à 2020, de 13,5 milliards d'euros de fonds structurels pour permettre des investissements dans le numérique et les technologies de l'information, ainsi que de 38 milliards en faveur de la transition énergétique. Mais les collectivités ont tout de même « le sentiment d'être les

oubliées du programme », résume un conseiller de l'Association des régions de France. » (résumé revue) - Lire aussi :
*- **Plan Juncker : la France obligée de revoir ses projets... avec les régions**. Localtis, 24/02/2015*
*- **Le plan Juncker, un accélérateur d'inégalités territoriales ?** Localtis, 3/03/2015*

[Finances] Budgets 2015. Les politiques volontaristes des départements menacées. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 38

« La baisse des dotations de l'Etat et le niveau élevé des dépenses sociales sont au coeur des préoccupations des conseils généraux. D'autant que les nouvelles recettes risquent de ne pas être suffisantes pour maintenir l'investissement. Seul levier restant : la section de fonctionnement. » (résumé revue)

[Finances] Contrepoint. La charge de trop pour les départements ? La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 38

« Un amendement au projet de loi relatif à la transition énergétique propose de confier aux conseils généraux l'entretien des voies de servitude des rivières et lacs domaniaux. » (résumé revue)

[Emprunts toxiques] Le gouvernement double le montant du fonds de soutien. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 10

« Traumatisées par l'envolée du franc suisse face à l'euro le 15 janvier, les 250 collectivités détentrices d'emprunts toxiques adossés au cours de la monnaie helvétique vont bénéficier d'une aide supplémentaire. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, et Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, ont annoncé le doublement du fonds de soutien mis en place cette année pour un total de 3 milliards d'euros sur quinze ans. » (extrait revue)
*Lire aussi : **Emprunts toxiques : le gouvernement double le fonds de soutien pour les collectivités**. Localtis, 25/02/2015*

[Décentralisation] Marylise Lebranchu renonce au transfert des routes aux régions. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 11

« Après les collèges, les routes. Devant l'opposition des parlementaires, le gouvernement a cédé sur un autre transfert des départements vers les régions. » (extrait revue)
*Lire aussi : **Le transfert des routes aux régions n'aura pas lieu**. Localtis, 24/02/2015*

Dossier. [Communes nouvelles] Des mariages de raison. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 19-24

« Le Parlement devrait adopter définitivement, le 4 mars, la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle qui vise à favoriser les fusions de communes. Une certaine dynamique est déjà en marche au sein des territoires ruraux, en particulier parmi les très petites municipalités. Les avantageuses incitations financières, intéressantes en temps de disette, ont poussé de nombreux élus et agents à plancher sur le nouveau régime avant même la publication de la loi. Les témoignages montrent cependant que le succès de ces regroupements reste lié aux projets de territoire. L'augmentation programmée du seuil des intercommunalités à 20 000 habitants pousse des communes à envisager des regroupements au sein de l'EPCI dont elles sont membres, ainsi que des petits groupements à se transformer en communes nouvelles afin d'être en mesure de se « marier » avec des EPCI voisins.. » (extrait revue)

[Finances] Contrepoint. Valeurs locatives, la réforme impossible. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 40

« Alors que le volet « locaux professionnels » de la révision est en cours, des maires demandent un report de son application. Difficile de trancher entre équité fiscale et impopularité. » (résumé revue)

[Juridique] Services régionaux de l'Etat. Réalisation d'un diagnostic territorial. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 42

« Une circulaire [n° 5770-SG du 18 février 2015] est relative à la préparation de la réorganisation des services régionaux de l'Etat. Elle commande la confection d'un diagnostic territorial d'ici au 30 avril 2015. Ce diagnostic sera le point de départ, dans les régions dont le périmètre a été modifié par la loi du 16

janvier 2015, d'un nouveau projet d'organisation élaboré par les préfets préfigurateurs désignés en avril. » (extrait revue)

ÉCONOMIE – EMPLOI

Les entrepreneurs sociaux veulent un "Etat pépinière". Localtis.fr, 23 février 2015

« Organisée le 17 février par le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) et le Groupe SOS, une conférence intitulée "Territoires : nous sommes innovations" a réuni la ministre de la Décentralisation, des élus et professionnels locaux, des responsables associatifs, des entrepreneurs sociaux... autour d'une question : pour favoriser localement l'innovation, quel doit être le rôle des pouvoirs publics ? » (résumé revue)

Ne l'appelez plus « Cantine numérique ». Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 15

« 2015 sera l'année des mutations pour la Cantine numérique, l'association choisie pour piloter le label French tech à Rennes. En juin, elle quittera ses locaux des Champs Libres pour s'installer dans des bureaux sur trois niveaux à la Mabilais. Enfin, Karine Sabatier, sa directrice depuis cinq ans, laissera se place à un délégué général […]. » (extrait revue)

Châteaugiron. La galerie de l'Hyper U ne s'agrandira pas ». Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 16

« Le 27 janvier, la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) n'a pas autorisé l'extension de 3 000 m2 de la galerie commerciale Univers, située à côté de l'Hyper U de Châteaugiron. » (extrait revue)

Dossier. Où va la recherche ? Place publique- Rennes et Saint-Malo, n° 34, mars -avril 2015, pp. 122-123

« La recherche se trouve-t-elle bien à Rennes ? Rien de provocateur dans cette interrogation à double sens. Plutôt l'envie de faire le point sur cette activité souvent mise en avant dans les discours officiels vantant une « ville en intelligence ». Plusieurs actualités récentes nous y ont d'ailleurs incités. À commencer par le chantier de l'emblématique Cité internationale, qui accueillera début 2016 des chercheurs étrangers venus passer quelques mois dans les laboratoires rennais. Autre élément, plus « scientifique » celui-là : la publication, en décembre dernier, d'une étude approfondie de l'Agence d'urbanisme, l'Audiar, qui a ausculté dans le détail les forces – mais aussi les faiblesses – de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la métropole rennaise. » (résumé revue)

Editorial et sommaire

A lire notamment :

- Quand la recherche irrigue les territoires - Xavier Debontride

- Atouts et faiblesses de la recherche rennaise - Ronan Viel, chargé d'études à l'Audiar

- Carte de la recherche métropolitaine

- La recherche rennaise vue de Shanghai et de Harvard - Guy Baudelle

- Rennes Métropole donne un coup de pouce aux chercheurs - Xavier Debontride

- La recherche rennaise… au milieu du gué - Jacques de Certaines

Lire aussi dans la revue en pages148-153 :

- Le biopôle - Atalante Champeaux. L'incubateur de jeunes pousses se fait signal urbain - Christine Barbedet

[Immobilier] Après la pluie, enfin le beau temps ? Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, n° 5806, 6 mars 2015, pp. 10-13

« Les promoteurs ont-ils le moral ? A l'occasion du Mipim, les professionnels annoncent une embellie sur le marché. Passage en revue d'une année 2014 difficile et des points de vigilance pour 2015. » (résumé revue)

#Tiers-lieu [Economie solidaire]. Les collectivités explorent les pratiques collaboratives. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 26-27

« Pourquoi ? L'essor des pratiques d'économie collaborative, depuis le début des années 2010, réinterroge les façons de travailler, de produire et de consommer. Pour qui ? Ces pratiques, très diverses

et qui touchent quasiment tous les secteurs, sont le plus souvent à l'initiative d'individus - seuls ou en groupe - qui mettent en œuvre des services répondant à de nouveaux besoins. Comment ? Soucieuses de se positionner, les collectivités locales commencent à intégrer ces nouveaux usages, dans une logique d'animation du territoire et de développement économique. » (résumé revue)

ENVIRONNEMENT – PAYSAGE – RESSOURCES – NUISANCES

Transition énergétique : le projet de loi largement adopté au Sénat. Localtis.fr, 4 mars 2015

*« Le Sénat a adopté le 3 mars le projet de loi sur la transition énergétique par 182 voix pour et 34 voix contre. » (résumé revue) - Lire aussi : **Le Sénat a achevé l'examen du projet de loi sur la transition énergétique**. Localtis, 23/02/2015*

Transition énergétique : dix propositions de la délégation aux collectivités territoriales du Sénat satisfaites. Localtis.fr, 4 mars 2015

« Le projet de loi relatif à la transition énergétique a servi de premier exercice pratique à la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation du Sénat, qui a été chargée par Gérard Larcher, en novembre dernier, d'une mission d'évaluation et de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. » (résumé revue)

[Transition énergétique] Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie. « La transition énergétique, ça rapporte ! ». La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 8-9

« Après le vote solennel du projet de loi sur la transition énergétique au Sénat, Ségolène Royal revient sur les enjeux de l'action des collectivités en matière d'énergie, de transports et de déchets. » (extrait revue)

[Transition énergétique] Le Sénat souffle le chaud et le froid sur l'énergie verte. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 12

*« Plusieurs points du projet de loi adopté par les députés ont été modifiés. Dont celui du nucléaire. » (extrait revue) - Lire aussi : **Transition énergétique : les points du projet de loi qui font (encore) débat**. Localtis, 5/03/2015*

PPRT : vers un assouplissement pour les activités économiques implantées autour des sites Seveso. Localtis.fr, 6 mars 2015

« Expropriation, prescriptions de travaux : autant de mesures susceptibles d'impacter les activités économiques implantées autour des sites Seveso seuil haut, avec des conséquences non négligeables pour les collectivités. Soucieux de préserver ce tissu urbain, le ministère de l'Ecologie vient de mettre en consultation un projet d'ordonnance visant à adapter les conditions de mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) pour les entreprises riveraines. » (résumé revue)

[Paysage] Un trait sur la friche. Parc du Heyritz. EK, n° 43, février-mars 2015, pp. 42-49

« A l'entrée de Strasbourg, le parc de Heyritz transforme un terrain vague en poumon vert. imaginés par l'atelier Villes & Paysages, la ligne droite d'un ponton et des chemins sous les arbres signent la renaissance d'un espace, entre terre et eau. » (résumé revue) - Pour aller plus loin sur le web

[Note de lecture] L'écologie bretonne a son histoire. Place publique- Rennes et Saint-Malo, n° 34, mars -avril 2015, pp. 122

Présentation de l'ouvrage de Tudi Kergalegenn, Histoire de l'écologie en Bretagne, Editions Goater, 2014

MÉTHODES – TECHNIQUES – INFORMATION – COMMUNICATION

Notr : la mise en ligne des données publiques pourrait devenir une obligation des communes. Localtis.fr, 10 mars 2015

« Dans le cadre du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notr), les députés ont adopté, in extremis, un amendement imposant aux communes de plus de 3.500 habitants, à

leurs EPCI à fiscalité propre et aux départements, la mise à disposition en ligne de leurs données publiques. » (résumé revue) - A noter l'intervention de ***Nathalie Appéré*** *en faveur de l'amendement.*

[Fnau] Face à la crise, les centres de doc innovent. Archimag, n° 281, février 2015, pp. 24-25

« Comme dans de nombreux secteurs professionnels, les professionnels de l'information-documentation sont confrontés à de sévères baisses de leur budget de fonctionnement. Loin de se décourager, certains documentalistes en profitent pour réviser leurs méthodes de travail en misant sur la négociation avec les fournisseurs, la mutualisation et le recours à des logiciels gratuits. » (extrait revue)

[Twitter à Rennes] Le réseau des réseaux. Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 50-54

« Sur Twitter, on peut croiser son voisin, son prof ou son maire. Très utilisé à Rennes, ville jeune et technophile, ce réseau social demeure l'apanage d'un microcosme qui cultive ses coutumes, ses tics, ainsi qu'un certain narcissisme. » (résumé revue)

Dossier [Données numériques] Un outil d'aide aux politiques publiques. La Gazette des communes, n° 2260, 9 mars 2015, pp. 17-22

« Le nombre de données disponibles croît de façon exponentielle avec la numérisation. Certains préconisent de s'appuyer davantage sur elles pour mieux piloter les politiques publiques, ce qui n'a rien de fondamentalement nouveau : l'analyse des données s'inscrit dans la tradition de la statistique. La mise en carte des données du territoire est une façon de répondre à des questions relatives aux politiques publiques, en mettant en lumière des faits de façon plus fine. Elle peut devenir une porte d'entrée vers une gouvernance ouverte sur des acteurs extérieurs. Sous son apparence objective et rationnelle, le recours à la donnée relève de choix politiques. Il est nécessaire d'examiner les conséquences de cette « gouvernementalité algorithmique » : ne vide-t-elle pas la politique de sa substance en déléguant la prise de décision ? » (résumé revue)

[Ressources humaines] Tendances « Les managers doivent être attentifs au burn-in ». La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 53

Interview de Marlène Schiappa, co-auteur avec Cédric Bruguière de J'arrête de m'épuiser ! Comment prévenir le burn-out, Eyrolles, 2015

[Favoris] Messagerie en mobilité. Archimag, n° 281, février 2015, pp. 38

Analyse comparative de trois outils de messagerie : www.mailboxapp.com, www.cannonball.io, www.google.com/inbox

SCIENCES HUMAINES

Dernière ligne droite pour le plan Pauvreté : la prime d'activité et un nouveau revenu minimum en 2016. Localtis.fr, 5 mars 2015

« Présentant le 3 mars la feuille de route 2015-2017 du plan interministériel de lutte contre la pauvreté, le Premier ministre s'est surtout attaché à décrire les contours de la future prime d'activité, qui remplacera au 1er janvier 2016 le RSA activité et la prime pour l'emploi. Mais la mise en oeuvre de ce nouveau dispositif sera suivie de près par un autre changement de taille : la refonte du RSA socle, qui sera fusionné avec l'allocation de solidarité spécifique. Parmi les autres sujets, le "silence" du gouvernement sur le logement des plus démunis inquiète les associations. » (résumé revue)

Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées : la mixité sociale ne peut être la réponse à tous les maux. Localtis.fr, 25 février 2015

« "La mixité sociale ne peut être considérée comme une réponse unique à un ensemble de problématiques génératrices d'exclusion sociale", pour le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées. Ce dernier a publié le 23 février un avis intitulé "Concilier mixité sociale et droit au logement", alors que le Premier ministre appelait le 23 janvier dernier à mener une "politique du peuplement pour lutter contre la ghettoïsation". » (résumé revue)

Des associations alertent le Premier ministre sur la situation de "millions de travailleurs pauvres". Localtis.fr, 27 février 2015

« "7,5% des travailleurs en France sont pauvres. Ils font partie des 8,5 millions de personnes qui vivent dans notre pays avec moins de 987 euros par mois." Dans une lettre datée du 26 février, les présidents de différents mouvements et réseaux associatifs (*) tentent d'attirer l'attention du Premier ministre sur la situation de fragilité économique et sociale de personnes ayant pourtant un emploi. "Bien qu'[elles] travaillent", ces personnes font face à "des problèmes sérieux pour se loger, s'alimenter, se soigner, se déplacer ou accéder aux loisirs". » (résumé revue)

[Vieillissement de la population]. Lettre de la mobilité et des dynamiques de l'habitat en Ille-et-Vilaine, n° 2, novembre 2014, pp. 1-19

Cette publication réalisée par l'Adil 35 propose dans son numéro 3 un dossier sur le vieillissement de la population : dynamisme démographique et le vieillissement de la population ; offre de logements spécifiques pour répondre aux difficultés des personnes âgées ; offre de transport en commun soucieuse des problématiques liés au vieillissement de la population.

[Nouvelle publication] Une France qui change. Alternatives économiques, n° 344, mars 2015, pp. 18-19

« Pour aider à mieux comprendre les changements qui bouleversent cette société, les difficultés auxquelles elle doit faire face mais aussi les opportunités que peuvent offrir ces mutations […] nous sortons ce mois-ci le premier numéro d'une nouvelle publication : Les dossiers d'Alternatives Economiques. Consacré au portrait de la France qui change, il a été réalisé en partenariat avec le Centre d'observation de la société. Les graphiques qui illustrent cette page sont tirés de cette publication. » (extrait revue) – sommaire et résumés des articles du dossier

#Rennes [Bloc-notes] Les écueils de la fabrique citoyenne. Place publique- Rennes et Saint-Malo, n° 34, mars -avril 2015, pp. 113

« C'est dans un contexte particulier que la Ville de Rennes a fait le point, fin janvier, sur sa démarche de « Fabrique citoyenne ». » (extrait revue)
http://metropole.rennes.fr/politiques-publiques/elus-institution-citoyennete/la-fabrique-citoyenne/

[Note de lecture] Charmante chronique du Rennes « bobo ». Place publique- Rennes et Saint-Malo, n° 34, mars -avril 2015, pp. 121

Présentation de l'ouvrage de Hubert Hervé. Oscar chroniques ordinaires de la vie rennaise 2002-2004, Ed. Mané Huily,

Christophe Giraud
[Note de lecture] Un appartement à soi. La Vie des idées, 9 mars 2015 - *uniquement en téléchargement*

« La vie seule se répand et devient même un modèle de vie. Telle est la thèse audacieuse du sociologue Eric Klinenberg, qui pose néanmoins un certain nombre de questions cruciales : même revendiquée comme une libération, la solitude peut-elle satisfaire l'individu contemporain ? » (résumé revue)

TRANSPORT – DEPLACEMENT – CIRCULATION

[Projet de loi Notr] Le transfert des routes aux régions n'aura pas lieu. Localtis.fr, 24 février 2015

« A un mois des élections, les compétences des départements se précisent. Ces collectivités menacées de "dévitalisation" au printemps dernier, ont repris de la vigueur. Voulant parvenir à un compromis sur la réforme des compétences des collectivités territoriales, le gouvernement vient de renoncer à transférer aux régions les routes départementales. Une nouvelle concession de taille après l'abandon du transfert des collèges aux régions. » (résumé revue)

Transition énergétique et écologique : soumettez vos idées de projets au Lab CDC jusqu'au 6 mars. Localtis.fr, 24 février 2015

« Créé en avril 2013, le Lab CDC, incubateur de projets du groupe Caisse des Dépôts, vise à favoriser l'émergence de nouvelles offres de services innovantes. Après deux saisons d'expérimentation, une

nouvelle vague de projets sera consacrée en 2015 à la transition énergétique et écologique. Destiné aux collaborateurs et entités du groupe Caisse des Dépôts, mais également ouvert à des partenaires extérieurs – collectivités, universités, start-ups, etc. -, un appel à projets est actuellement en cours pour faire émerger les cinq projets qui seront testés "en situation réelle en moins de 10 mois, avec des ressources limitées, en priorisant le retour terrain". » (résumé revue) - ***Le site internet du Lab CDC*** *-* ***Retours d'expériences*** *: biodiversité dans l'immobilier, mobilité des personnes âgées, parkings branchés des parcs HLM…*

[Transports publics] Le réseau Star perd beaucoup d'argent. Le Mensuel de Rennes, n° 67, mars 2015, pp. 17

« Keolis Rennes, l'exploitant du Star, le réseau de transports de la métropole, connaît une nette dégradation de ses résultats économiques. En cause, notamment, la concurrence avec Véolia lors du renouvellement de la délégation de service public. » (résumé revue)

[Transports] La loi « Macron » conforte (un peu) l'autorité régionale. La Gazette des communes, n° 2259, 2 mars 2015, pp. 12

« A la suite de la décision du Premier ministre d'engager la responsabilité du gouvernement en recourant à l'article 49-3 de la Constitution, le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « Macron », est désormais considéré comme adopté en première lecture, sans vote de l'Assemblée. » (extrait revue)